



Des logements destinés aux classes moyennes les plus aisées sont érigés face aux communautés vivant dans la précarité des bidonvilles de Lucknow, en Inde. Photo : Tom Pietrasik/Oxfam

EN FINIR AVEC LES INÉGALITÉS EXTRÊMES

Confiscation politique et inégalités économiques

EMBARGO EN VIGUEUR JUSQU'AU 20 JANVIER 2014, 00H01 (GMT)

Les inégalités économiques s'amplifient rapidement dans la plupart des pays. Les richesses du monde sont divisées en deux : près de la moitié est entre les mains des 1 % les plus riches, tandis que 99 % de la population mondiale se partagent l'autre moitié. Le Forum économique mondial a identifié ce déséquilibre comme un risque majeur pour les progrès humains. Les inégalités économiques extrêmes et la confiscation du pouvoir politique sont trop souvent interdépendantes. Si rien n'est fait, la mise à mal des institutions politiques se poursuivra et les États serviront principalement les intérêts des élites économiques, aux dépens des autres citoyens. Les inégalités extrêmes ne sont pas une fatalité. Elles peuvent et doivent être combattues rapidement.

RÉSUMÉ

En novembre 2013, le Forum économique mondial a publié son rapport « Outlook on the Global Agenda 2014 » dans lequel il classe les disparités de revenus grandissantes au deuxième rang des plus grands risques pour les 12-18 prochains mois. D'après les personnes interrogées, les inégalités affectent la stabilité sociale au sein des pays et menacent la sécurité dans le monde. Oxfam partage leur analyse et appelle les participants du Forum économique mondial de cette année à prendre les engagements nécessaires pour contrecarrer la montée ininterrompue des inégalités.

Un certain degré d'inégalité économique est nécessaire pour le progrès et la croissance, rétribuant ceux qui ont du talent, des compétences durement acquises, l'ambition d'innover et d'entreprendre. Toutefois, la concentration extrême des richesses observée actuellement menace de priver des centaines de millions de personnes des fruits de leur talent et de leur travail.

Les inégalités économiques extrêmes sont néfastes et inquiétantes à plus d'un titre : elles sont moralement contestables, peuvent avoir des conséquences négatives sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté et peuvent exacerber les problèmes sociaux. Elles aggravent d'autres inégalités, comme celles entre les hommes et les femmes. Dans de nombreux pays, les inégalités économiques extrêmes sont d'autant plus inquiétantes que la concentration des richesses entraîne de fortes inégalités de la représentation politique. Lorsque les plus riches confisquent les politiques gouvernementales, les règles sont biaisées en leur faveur et souvent au détriment du reste de la population. Cela conduit notamment à l'érosion de la gouvernance démocratique, à l'ébranlement de la cohésion sociale et à la disparition des opportunités égales pour tous. À défaut de solutions politiques courageuses pour réduire l'influence de la richesse sur la politique, les États serviront les intérêts des plus riches, tandis que les inégalités politiques et économiques continueront de se creuser. Selon la célèbre expression de Louis Brandeis, juge à la Cour suprême des États-Unis : « Nous pouvons ou bien avoir la démocratie, ou bien avoir de grandes richesses concentrées aux mains de quelques-uns, mais pas les deux à la fois ».

Oxfam s'inquiète des effets potentiellement irréversibles si rien n'est fait, conduisant à une « confiscation des opportunités » puisque que les taux d'imposition les plus bas, la meilleure éducation et les meilleurs soins de santé seront réservés aux enfants des plus riches, créant ainsi une dynamique et des cycles d'avantages qui s'amplifient mutuellement et se transmettent de génération en génération.

Étant donné l'ampleur de la concentration grandissante des richesses, la confiscation des opportunités et la représentation politique inégale constituent une tendance forte et inquiétante. Par exemple :

- Près de la moitié des richesses mondiales sont maintenant détenues par seulement 1 % de la population.

- La richesse des 1 % les plus riches s'élève à 110 trillions de dollars. C'est 65 fois la richesse totale de la moitié la moins riche de la population mondiale.
- La moitié la moins riche de la population mondiale possède la même richesse que les 85 personnes les plus riches du monde.
- Sept personnes sur dix vivent dans un pays où l'inégalité économique a augmenté au cours des 30 dernières années.
- Les 1 % les plus riches ont augmenté leur part de revenu dans 24 des 26 pays pour lesquels nous disposons des données entre 1980 et 2012.
- Aux États-Unis, les 1 % les plus riches ont confisqué 95 % de la croissance post-crise financière depuis 2009, tandis que les 90 % les moins riches se sont appauvris.

La concentration massive des ressources économiques dans les mains de toujours moins de personnes constitue une réelle menace pour les systèmes économiques et sociaux inclusifs. Au lieu d'avancer ensemble, nous voyons les inégalités se creuser en matière de pouvoir économique et politique, ce qui exacerbe inévitablement les tensions sociales et accroît le risque d'éclatement de la société.

Les sondages réalisés par Oxfam à travers le monde relatent l'idée largement répandue selon laquelle les lois et les réglementations sont conçues pour bénéficier aux riches. Une enquête menée dans six pays (Espagne, Brésil, Inde, Afrique du Sud, Royaume-Uni et États-Unis) a révélé qu'une majorité de la population pensait que les lois étaient biaisées en faveur des riches (en Espagne, 8 personnes sur 10 étaient d'accord avec cette affirmation). D'après un autre récent sondage Oxfam auprès de personnes à bas revenus aux États-Unis, 65 % d'entre elles sont convaincues que le Congrès adopte des lois qui bénéficient surtout aux riches.

L'impact de la confiscation politique est frappant. Les pays riches comme les pays pauvres sont touchés. Le présent document revient sur la déréglementation financière, les systèmes fiscaux biaisés, les règles facilitant la fraude fiscale, les mesures d'austérité, les politiques largement défavorables aux femmes et la confiscation des recettes issues du pétrole et de l'extraction minière. Les cas brièvement exposés visent à illustrer la manière dont la confiscation politique produit des richesses illégitimes, perpétuant les inégalités économiques.

Il est possible de renverser cette dangereuse tendance. Il existe heureusement des exemples indéniables de succès, aussi bien par le passé qu'actuellement. Durant les trois décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis et l'Europe ont réduit les inégalités tout en connaissant croissance et prospérité. L'Amérique latine a considérablement réduit les inégalités ces dix dernières années par le biais d'une fiscalité plus progressive, de services publics, de la protection sociale et du travail décent. La clé de ces progrès réside dans des politiques populaires représentant la majorité, plutôt que d'être confisquées par une infime minorité. Cela a profité à tous, riches comme pauvres.

RECOMMANDATIONS

Les personnes réunies à Davos dans le cadre du Forum économique mondial ont le pouvoir d'inverser la progression galopante des inégalités. Oxfam les appelle à s'engager à :

- ne pas contourner la fiscalité dans leur propre pays ou dans des pays où ils investissent et opèrent en tirant parti des paradis fiscaux ;
- ne pas utiliser leur richesse économique pour obtenir des faveurs politiques allant à l'encontre de la volonté démocratique de leurs concitoyens ;
- soutenir une fiscalité progressive sur les richesses et les revenus ;
- déclarer tous les investissements dans les entreprises et fiducies dont ils sont les bénéficiaires effectifs ultimes ;
- encourager les États à utiliser leurs recettes fiscales pour financer une couverture universelle en matière de soins de santé, d'éducation et de protection sociale des citoyens ;
- défendre un salaire minimum vital dans toutes les sociétés qu'ils détiennent ou contrôlent ;
- inviter les autres élites économiques à les rejoindre dans ces engagements.

Oxfam a recommandé des politiques dans différents contextes afin de renforcer la représentation politique des classes inférieures et moyennes, pour une plus grande équité. Ces politiques incluent :

- un objectif global de mettre fin aux inégalités économiques extrêmes dans tous les pays. Ce point doit être un élément clé du cadre post-2015, y compris la surveillance constante de la part des richesses allant aux 1 % les plus riches dans chaque pays ;
- une plus grande régulation des marchés pour promouvoir une croissance équitable et durable ; et
- des mesures pour juguler la capacité des plus riches à influencer sur les processus et les politiques servant leurs intérêts.

Les politiques nécessaires pour inverser les inégalités économiques croissantes doivent être combinées de manière spécifique selon le contexte national de chaque pays. Néanmoins, les pays développés ou en développement parvenus à réduire les inégalités économiques partagent plusieurs points de départ communs, notamment :

- Répression plus sévère du secret financier et de la fraude fiscale ;
- Transferts redistributifs et renforcement des programmes de protection sociale ;
- Investissement dans l'accès universel aux soins de santé et à l'éducation ;
- Fiscalité progressive ;
- Renforcement des salaires planchers et des droits des travailleurs ;
- Suppression des obstacles à l'égalité des droits et des opportunités pour les femmes.

1 UNE CONCENTRATION CROISSANTE DES REVENUS ET DES RICHESSES DANS LES MAINS DE QUELQUES-UNS

Ces derniers 25 ans ont vu les richesses se concentrer de plus en plus dans les mains d'un petit nombre de personnes. Ce phénomène mondial a donné naissance à une situation dans laquelle 1 % des familles détiennent près de la moitié (46 %) des richesses du monde. La moitié la moins riche de la population mondiale possède moins que les 85 personnes les plus riches du monde¹.

L'an dernier, 210 personnes sont devenues milliardaires, rejoignant ainsi un groupe de 1 426 personnes détenant une richesse nette de 5,4 trillions de dollars². Les profits des entreprises, les salaires des dirigeants et les transactions boursières battent chaque jour de nouveaux records, et ne montrent aucun signe de ralentissement. Au moment où nous écrivons ces lignes, le Dow Jones vient d'atteindre son plus haut niveau en 117 ans d'existence³. La richesse des 1 % les plus riches s'élève à 110 trillions de dollars. C'est 65 fois la richesse totale de la moitié inférieure⁴.

Cette tendance peut sembler surprenante au regard de la récente crise financière internationale. Pourtant, même si la crise a momentanément entamé la part des richesses mondiales détenues par les plus riches, ces derniers se sont depuis largement rattrapés. Aux États-Unis, les 1 % les plus riches ont confisqué 95 % de la croissance post-crise financière entre 2009 et 2012, tandis que les 90 % inférieurs se sont appauvris⁵. La grande récession n'a pas infléchi la tendance à la concentration des revenus : la part du produit national des États-Unis allant au décile supérieur atteint 50,4 %, son niveau le plus haut depuis la Première Guerre mondiale⁶. Si la part de revenus allant aux 1 % les plus riches était restée la même qu'en 1980, le reste de l'Amérique aurait disposé de 6 000 dollars supplémentaires par personne en 2012⁷.

L'élite mondiale devient de plus en plus riche. La majorité de la population mondiale se retrouve en revanche exclue de cette prospérité. Par exemple, alors que les actions et les profits des entreprises atteignent des niveaux vertigineux, les salaires stagnent en pourcentage du produit intérieur brut (PIB). Pour illustrer l'ampleur de la concentration des richesses, la fortune combinée des 10 personnes les plus riches d'Europe dépasse le coût total des mesures de relance mises en œuvre dans l'Union européenne (UE) entre 2008 et 2010 (217 milliards d'euros contre 200 milliards d'euros)⁸. Qui plus est, les politiques d'austérité mises en place après la crise pèsent lourdement sur les personnes pauvres alors qu'elles permettent aux riches de s'enrichir toujours plus. L'austérité a aussi un impact sans précédent sur les classes moyennes.

Les riches creusent l'écart avec le reste de la population dans de nombreux pays. La base de données The World Top Incomes Database couvre

« L'État le plus libre sur la terre ne peut subsister longtemps si les lois permettent une accumulation rapide des richesses dans les mains de quelques personnes, laissant la majeure partie de la population dans la misère. »

Franklin Delano Roosevelt

« Aucune société dans laquelle la plus grande partie des membres est pauvre et misérable ne peut prospérer et être heureuse. »

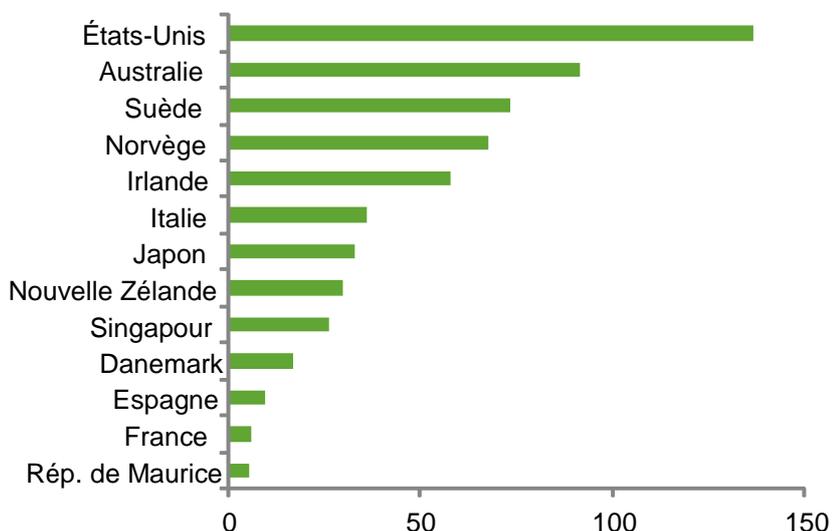
Adam Smith

26 pays, avec des informations sur la part des revenus avant impôts allant aux 1 % les plus riches depuis les années 1980 (voir le Graphique 1)⁹. Dans tous ces pays sauf deux (la Colombie et les Pays-Bas), la part des revenus des 1 % les plus riches a augmenté. En Colombie, elle est restée stable autour de 20 %¹⁰. Les 1 % les plus riches en Chine, au Portugal et aux États-Unis ont plus que doublé leur part de revenus national depuis 1980, et la situation empire encore¹¹. Même dans les pays plus égalitaires comme la Suède et la Norvège, la part de revenus allant aux 1 % les plus riches a augmenté de plus de 50 % (voir Graphique 2).

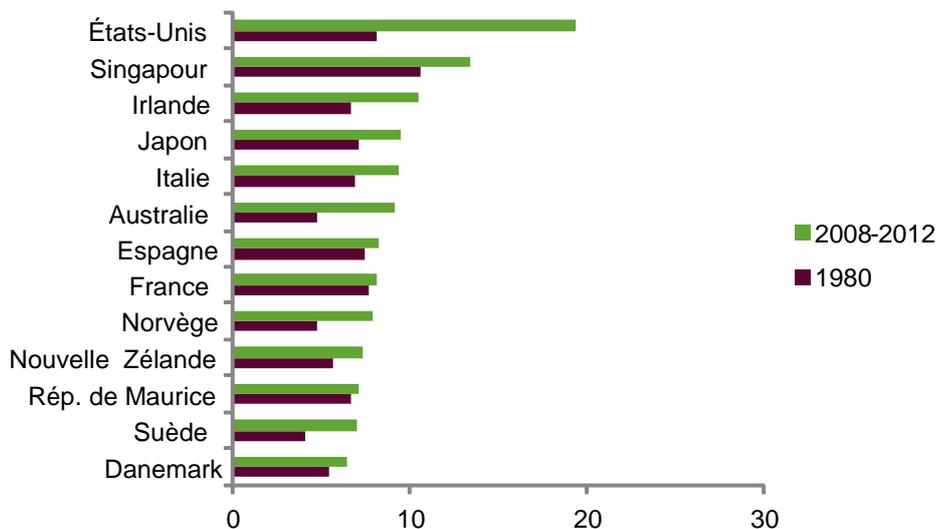
La concentration réelle des richesses est vraisemblablement encore plus forte, car une grande part de la fortune de ceux en haut de l'échelle est dissimulée dans des paradis fiscaux. On estime que 18,5 trillions de dollars ne sont pas déclarés ou sont détenus sur des comptes offshore¹².

Graphique 1

Part des revenus nationaux allant aux 1 % les plus riches, 1980 - 2012



Augmentation en pourcentage de la part de revenus des 1 % les plus riches



Source : F. Alvaredo, A. B. Atkinson, T. Piketty et E. Saez, (2013), « The World Top Incomes Database », <http://topincomes.g-mond.parisschoolofeconomics.eu/>. Inclut uniquement les pays avec des données en 1980 et après 2008.

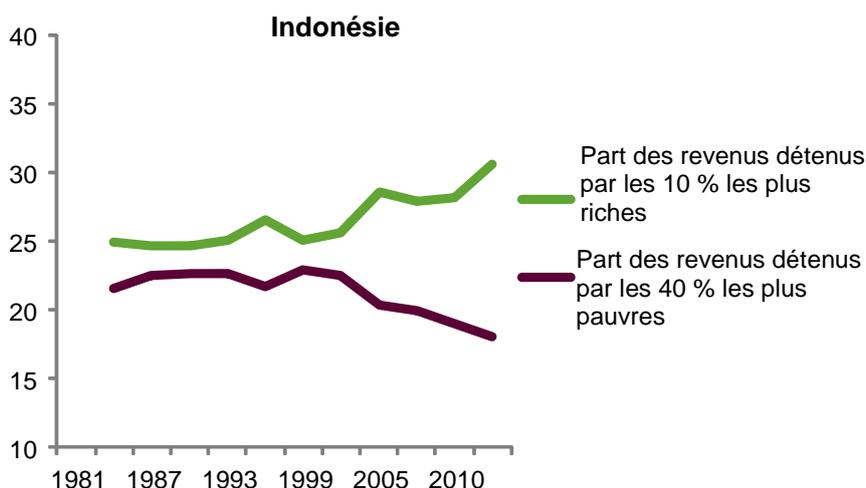
Les données sur la part des revenus nationaux allant aux plus riches sont rarement disponibles pour les pays en développement. Malgré cela, d'autres mesures corroborent l'argument selon lequel les pays deviennent de plus en plus inégalitaires. Par exemple, entre 1988 et 2008, le coefficient de Gini a augmenté dans 58 pays pour lesquels des données sont disponibles¹³. Dans le monde, sept personnes sur dix vivent dans un pays où les inégalités ont augmenté¹⁴.

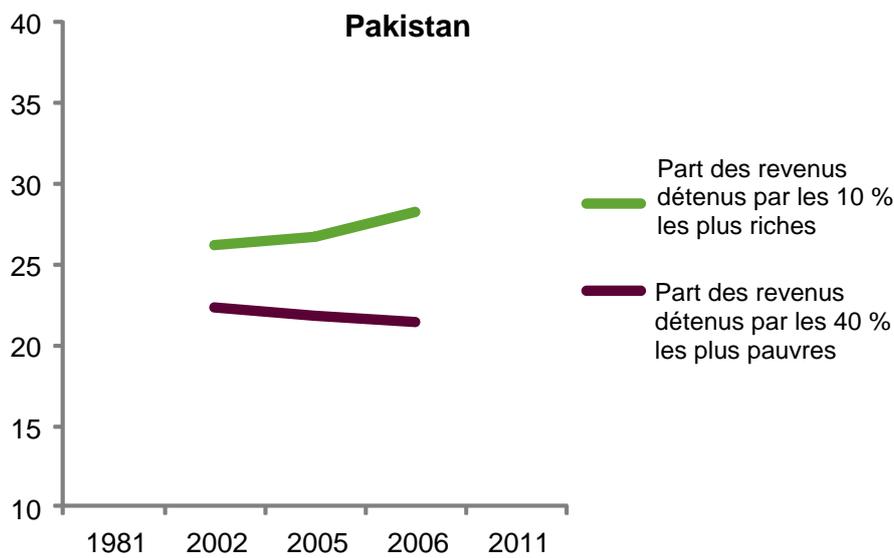
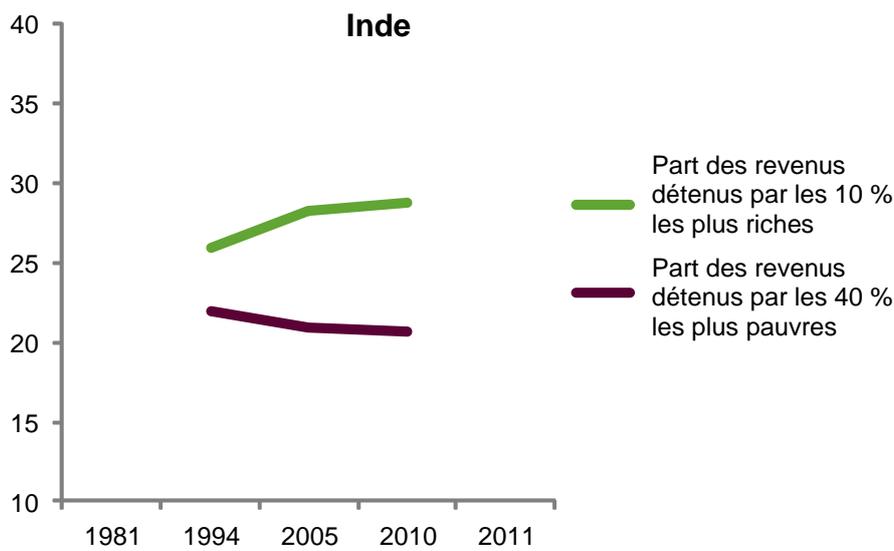
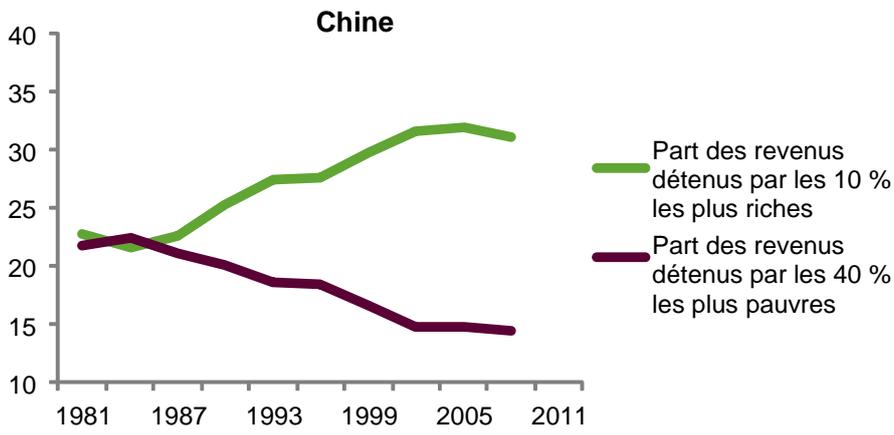
Les niveaux croissants d'inégalité sont aussi une caractéristique importante des pays densément peuplés à revenus intermédiaires. Ces pays comptent beaucoup car ils concentrent la majeure partie de la population pauvre au monde. Avant la mondialisation, il s'agissait de pays à bas revenus avec des niveaux d'inégalité bien plus faibles. Mais la croissance économique les a hissés au rang de pays à revenus intermédiaires et a dressé un mur entre les nantis et les pauvres.

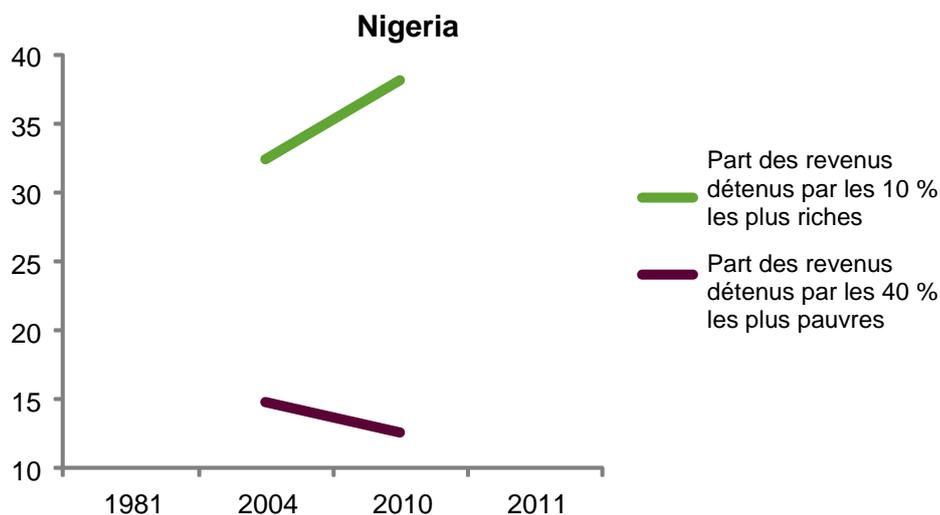
DES NIVEAUX CROISSANTS D'INÉGALITÉS DANS CINQ PAYS À REVENUS INTERMÉDIAIRES

Le Graphique 2 illustre l'augmentation des inégalités. Les graphiques montrent qu'en Indonésie, en Chine, en Inde, au Pakistan et au Nigeria (tous des pays à revenu intermédiaire faible à l'exception de la Chine, désormais considérée comme un pays à revenu intermédiaire élevé), les 10 % les plus riches de la population ont acquis une part bien plus importante des revenus nationaux que les 40 % les plus pauvres sur les 30 dernières années, et la tendance se poursuit.

Graphique 2 : Des inégalités croissantes dans plusieurs pays à revenus intermédiaires







Source: World Bank (2013) Poverty and Inequality Database

Désormais, nous disposons aussi d'estimations crédibles de la distribution de la richesse (à ne pas confondre avec les revenus) au sein des pays. Selon le Crédit Suisse, 10 % de la population mondiale détient 86 % de tous les biens sur terre¹⁵, alors que les 70 % les plus pauvres (plus de 3 milliards d'adultes) n'en détiennent que 3 %. La fortune des milliardaires est sans précédent dans l'histoire. Le Mexicain Carlos Slim, propriétaire de grands monopoles au Mexique et ailleurs, pourrait payer les salaires de 440 000 Mexicains avec les revenus issus de sa fortune¹⁶.

Tableau 1 : La concentration des richesses mondiales

Richesse (dollars)	Pourcentage de la population mondiale	Nombre d'adultes (millions)	Pourcentage de la richesse mondiale	Richesse totale (trillions de dollars)
<10 000	68,7	3 207	3,0	7
10 000–100 000	22,9	1 066	13,7	33
100 000–1 million	7,7	361	42,3	102
> 1 million	0,7	32	41,0	99

Source : « Global Wealth Report 2013 ». Zurich : Crédit Suisse

Certains pays parviennent toutefois à enrayer cette tendance mondiale. En Amérique latine, plusieurs pays ont réduit les inégalités ces dernières décennies. Il convient néanmoins de nuancer ces améliorations, car elles surviennent dans certains des pays les plus inégalitaires du monde. La vitesse et la portée du recul des inégalités varient également, et il est trop tôt pour qu'une réelle tendance se dessine.

Parmi les pays du G20, les économies émergentes sont généralement celles avec les plus hauts niveaux d'inégalités (notamment l'Afrique du Sud, le Brésil, le Mexique, la Russie, l'Argentine, la Chine et la Turquie), tandis que les pays développés ont tendance à être moins inégalitaires (France, Allemagne, Canada, Italie et Australie). Pourtant, même cela est en train de changer, et désormais tous les pays à hauts revenus du G20 (à l'exception de la Corée du Sud) connaissent des inégalités croissantes, alors que le Brésil, le Mexique et l'Argentine voient les niveaux d'inégalités reculer.

LES INÉGALITÉS SUSCITENT DES INQUIÉTUDES

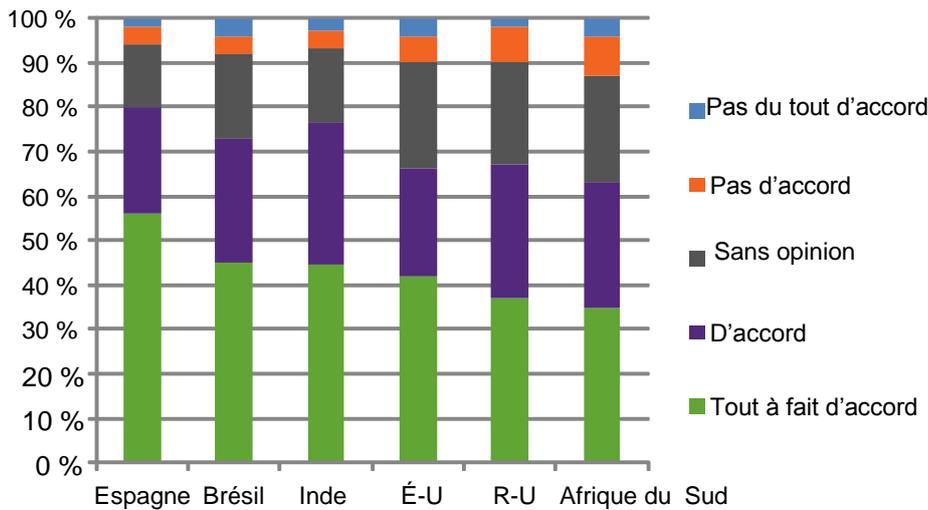
Les discussions concernant les inégalités et la concentration des revenus et des richesses sont maintenant au cœur des débats sur les politiques mondiales. Cela n'a pas toujours été le cas. Il y a seulement quelques années, Anne Krueger, alors première directrice générale adjointe du Fonds monétaire international (FMI), déclarait¹⁷ : « *Les personnes pauvres sont prêtes à tout pour améliorer leurs conditions matérielles en termes absolus plutôt que de gravir les marches de l'échelle de répartition des richesses. Il semble donc bien plus important de se concentrer sur l'appauvrissement plutôt que sur les inégalités.* »

Ce point de vue n'a plus cours. Qu'est-ce qui a changé les priorités ? Cela s'explique en partie par les faits décrits dans la section précédente. Ceux-ci vont à l'encontre du consensus selon lequel la « prospérité partagée » et la « croissance inclusive » sont des objectifs de premier ordre. Au lieu de cela, la croissance économique s'apparente à un jeu où le vainqueur rafle tout. De récentes conclusions suggèrent également que l'inégalité chronique freine la croissance économique à long terme¹⁸ et complique la lutte contre la pauvreté¹⁹.

Les nouvelles recherches confirmant l'augmentation des inégalités affectent l'opinion publique mondiale. Les sondages réalisés à travers le monde par le Pew Research Center Global Attitudes Project révèlent que les populations de toutes les régions du monde s'inquiètent de l'augmentation des inégalités²⁰. En novembre, le Forum économique mondial a publié son rapport *Outlook on the Global Agenda 2014*, dans lequel 1 592 « élites » mondiales classent les disparités de revenus grandissantes au deuxième rang des plus grands risques au cours des 12-18 prochains mois²¹.

Les sondages réalisés par Oxfam corroborent ces conclusions et vont même plus loin, révélant un sentiment largement partagé selon lequel les lois et les réglementations sont conçues pour bénéficier aux riches. Une enquête menée dans six pays (Espagne, Brésil, Inde, Afrique du Sud, Royaume-Uni et États-Unis) a révélé qu'une majorité de la population (8 personnes sur 10 en Espagne) pensait que les lois étaient biaisées en faveur des riches. De même, une majorité est d'accord avec l'affirmation suivante : « Les riches ont trop d'influence sur l'orientation donnée à ce pays » (voir Graphique 3).

Graphique 3 : Enquête d'Oxfam sur les rapports entre richesse et pouvoir dans six pays



Source : Sondage réalisé par Oxfam. Les personnes interrogées devaient indiquer si elles étaient d'accord avec l'affirmation « Les riches ont trop d'influence sur l'orientation donnée à ce pays ».

Dans les sections suivantes, nous explorons comment les inégalités croissantes au niveau national biaisent les processus politiques et détournent les institutions au profit des riches. Cela nuit aux tentatives pour renforcer la participation politique et bâtir des systèmes politiques inclusifs. Selon la célèbre expression de Louis Brandeis, juge à la Cour suprême des États-Unis²² : « *Nous pouvons ou bien avoir la démocratie, ou bien avoir de grandes richesses concentrées aux mains de quelques-uns, mais pas les deux à la fois.* » Si, en tant que nations et en tant que communauté mondiale, nous choisissons la seconde option, nous acceptons des institutions démocratiques affaiblies, ce qui conduira inévitablement à creuser encore les inégalités économiques, avec des conséquences très importantes. Le reste du document explique comment cela pourrait se produire, et quels enseignements historiques peuvent être tirés pour inverser cette tendance néfaste.

2 UN SYSTÈME FAUSSÉ AU PROFIT DE QUELQUES-UNS

Les marchés ne sont pas des phénomènes autonomes et spontanés fonctionnant selon leurs propres lois naturelles. Ce sont des constructions sociales dont les règles ont été fixées par des institutions et qui sont régulées par les États, lesquels devraient donc rendre des comptes aux parties prenantes et aux citoyens. En cas de croissance et de diminution des inégalités, les règles régissant les marchés jouent en faveur des classes moyennes et des classes les plus pauvres de la société. Mais lorsque les riches sont les seuls vainqueurs, les dés sont pipés pour servir exclusivement leurs intérêts.

Depuis 70 ans, Oxfam combat la pauvreté et les injustices dans plus de 90 pays. Oxfam mène dès lors une lutte contre l'endettement insoutenable et les paradis fiscaux. Dans le cadre de ces expériences, Oxfam a pu observer la manière dont les personnes et les groupes les plus riches confisquent les institutions politiques à leurs propres fins, aux dépens du reste de la société. Les niveaux inédits d'inégalité économique que l'on observe désormais sonnent comme un avertissement : en l'absence de contrôle, les institutions représentatives continueront de s'effriter et le déséquilibre du pouvoir entre les nantis et les pauvres pourrait devenir chronique et immuable.

De solides données quantitatives confortent les inquiétudes d'Oxfam concernant la concentration croissante des inégalités et la représentation politique inégale. Une récente étude présente des preuves statistiques irréfutables de la surreprésentation massive des intérêts des riches Américains dans leur gouvernement, par rapport à ceux des classes moyennes. À l'inverse, les préférences des plus pauvres ne montrent aucun impact statistique sur les schémas de vote de leurs représentants élus. Si cette tendance se poursuit, il y a toutes les raisons pour que les politiques publiques reproduisent à l'avenir les conditions creusant les inégalités économiques et aggravant la marginalisation politique²³.

Comment les règles régissant les économies nationales sont-elles subordonnées aux intérêts d'une élite ? Cette question est inhérente à la nature des politiques. Comme nous l'avons vu, l'influence des groupes riches provoque un déséquilibre de la représentation et des droits politiques. Il en résulte une confiscation, par ces groupes puissants, des fonctions décisionnelles en matière de législation et de réglementation²⁴.

Les brefs exemples qui suivent démontrent comment notre argument s'applique à différents contextes.

INTERACTIONS ENTRE INÉGALITÉS ÉCONOMIQUES ET RÈGLES POLITIQUES FAUSSÉES

La concentration des richesses dans les mains de quelques-uns engendre une influence politique injustifiée qui, au final, prive les citoyens des revenus des ressources naturelles, produit des politiques fiscales injustes et encourage la corruption, tout en mettant à mal le rôle régulateur des États. Combinées, ces conséquences nuisent à la redevabilité et à l'inclusion sociale. Et cela se produit dans différents contextes. Voici quelques études de cas issues de contextes nationaux très différents à travers le monde.

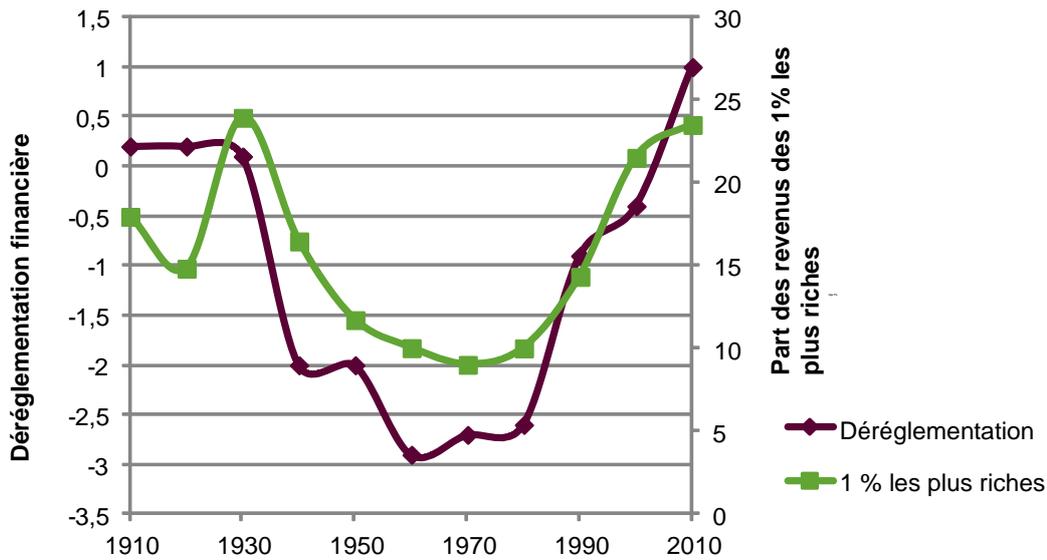
Élaboration des politiques : comment l'argent biaise la représentation politique et alimente les inégalités aux États-Unis

Depuis la fin des années 1970, un contrôle insuffisant du rôle de l'argent dans la politique a permis à de riches individus et entreprises d'exercer une influence injustifiée sur l'élaboration des politiques du gouvernement. L'une des conséquences pernicieuses a été la création de politiques publiques biaisées en faveur des intérêts d'une élite, qui a coïncidé avec la plus forte concentration des richesses entre les mains des 1 % les plus riches depuis la veille de la Grande Dépression.

Alors que les politiques favorisant les grandes entreprises prenaient l'ascendant, le pouvoir de négociation des syndicats s'est effondré et la valeur réelle du salaire minimum et d'autres mesures de protection s'est érodée. Les syndicats ont maintenant plus de mal à s'organiser et il est plus facile pour les grandes entreprises de baisser les salaires et de supprimer certains avantages des employés. Les riches lobbies ont aussi usé de leur puissance financière pour influencer le législateur et le grand public afin de minimiser la pression fiscale sur les plus hauts salaires et les gains en capital, ainsi que pour créer des échappatoires fiscales pour les entreprises. Comme le capital est moins imposé que les salaires, des millions de travailleurs moyens américains se voient appliquer un taux d'imposition plus élevé que les riches.

Depuis les années 1980, les secteurs financier et bancaire ont dépensé des millions de dollars pour démanteler les réglementations mises en place après l'effondrement de la bourse et la Grande Dépression des années 1930. La dérégulation a eu deux grandes ramifications : les chefs d'entreprises associés aux secteurs bancaire et financier sont devenus extraordinairement riches et les marchés mondiaux sont devenus beaucoup plus risqués, jusqu'à la crise économique mondiale qui a éclaté en 2008. Comme le souligne le Graphique 4, il y a une corrélation directe entre dérégulation financière et inégalités économiques aux États-Unis.

Graphique 4 : Relation entre déréglementation financière et inégalité aux États-Unis



Source des données : Financial Deregulation, <http://www.nber.org/papers/w14644.pdf> ; Income share : Piketty et Saez (2003, 2012)

En 2010, le Président Obama a promulgué le Wall Street Reform and Consumer Protection Act, également appelé loi Dodd-Frank. Son objectif est de réguler les marchés financiers afin de protéger l'économie contre un second effondrement majeur. Toutefois, l'industrie financière a dépensé plus d'un milliard de dollars auprès de centaines de lobbyistes afin d'affaiblir la loi et d'en retarder l'entrée en vigueur totale. En fait, en 2012, les cinq plus grands groupes de protection des consommateurs ont employé 20 lobbyistes pour défendre le projet Dodd-Frank, tandis que les cinq plus grands groupes de l'industrie financière en employaient 406 pour le combattre. Même si la loi Dodd-Frank a été promulguée il y a plus de trois ans, seules 148 de ses 398 règles ont été finalisées, et le système financier reste tout aussi vulnérable qu'en 2008²⁵.

L'impact de l'austérité en Europe, ou comment encore creuser les inégalités

Avant même la crise financière, plusieurs pays européens voyaient les niveaux d'inégalité de revenus augmenter malgré une croissance soutenue²⁶. Le Portugal et le Royaume-Uni se classaient déjà parmi les pays les plus inégalitaires de l'Organisation de coopération et développement économique (OCDE)²⁷. Cela pose de sérieuses questions sur le caractère équitable de la croissance lorsque ces pays sortiront complètement de la récession.

Sous l'énorme pression des marchés financiers, des programmes d'austérité ont été mis en œuvre dans toute l'Europe malgré une opposition publique d'envergure. S'appuyant sur des impôts régressifs et des coupes sévères dans les dépenses (en particulier pour les services publics comme l'éducation, les soins de santé et la sécurité sociale), ces mesures ont sonné le début du démantèlement des mécanismes destinés à réduire les inégalités et à permettre une croissance équitable.

Elles ont également cherché à fragiliser les droits du travail. Ce sont les tranches les plus pauvres de la société qui ont été les plus durement touchées, les véritables responsables se déchargeant du fardeau des excès des dernières décennies sur les plus vulnérables et les moins coupables. Même si cela est venu trop tard, les principaux partisans de l'austérité comme le FMI commencent à reconnaître que les mesures d'austérité rigoureuses n'ont pas donné les résultats escomptés en termes de croissance et de relèvement, mais ont en fait compromis les perspectives de croissance et d'égalité²⁸.

Dans le même temps, les 10 % les plus riches ont vu leur part des revenus totaux augmenter. La richesse combinée des 10 personnes les plus riches d'Europe dépasse le coût total des mesures de relance mises en œuvre en Union européenne (UE) entre 2008 et 2010 (217 milliards d'euros contre 200 milliards d'euros)²⁹.

La genèse des milliardaires en Inde

L'Inde a vu le nombre de ses milliardaires passer de seulement 6 à 61 ces dix dernières années, concentrant environ 250 milliards de dollars entre les mains de quelques dizaines de personnes dans un pays qui compte 1,2 milliard d'habitants. Le plus frappant est encore la part de la richesse du pays détenue par ces élites minoritaires, qui est passée de 1,8 % en 2003 à 26 % en 2008, même si elle a ensuite diminué après la crise financière mondiale³⁰.

Selon certaines estimations, la moitié des milliardaires indiens ont bâti leur fortune dans des secteurs dits « rent-thick »³¹. Ce terme désigne les secteurs dans lesquels les bénéfices dépendent de l'accès à des ressources rares, mises à disposition exclusivement via des licences de l'État et donc propices à la corruption par des acteurs puissants, par opposition à la création de richesses. Ces secteurs incluent l'immobilier, la construction, l'exploitation minière et les télécommunications. Il est de notoriété publique que la promotion immobilière est le marché le plus opaque d'Inde, avec d'énormes sommes d'argent passant de mains en mains de manière illégale en échappant à la fiscalité³². L'accumulation de richesses provenant de rentes est rendue possible par l'action commune de l'État et de groupes puissants, faussant les règles du jeu économique au profit des élites.

Malgré d'incroyables gains économiques réalisés par quelques dizaines de personnes en Inde, la pauvreté et les inégalités restent endémiques. Alors que le nombre de milliardaires a décuplé, les dépenses publiques consacrées aux besoins des groupes les plus pauvres et vulnérables de la société restent remarquablement basses. À titre d'illustration, entre dépenses privées et publiques, les dépenses publiques de l'Inde en matière de soins de santé correspondent à seulement 1 % du PIB³³. L'indice de protection sociale (évaluant les dépenses du pays pour les groupes pauvres et économiquement vulnérables) récemment publié par la Banque asiatique de développement classe l'Inde au 23^e rang sur 35 pays dans la région. Même parmi les 19 pays à bas revenus et à revenus intermédiaires, l'Inde apparaît dans la seconde moitié, à la douzième place³⁴.

À cause de la corruption et des échappatoires, les recettes fiscales requises pour lutter contre les inégalités sont soit trop faibles, soit détournées. Les fortunes amassées par les nouveaux milliardaires indiens sont souvent dissimulées derrière des sociétés écrans établies à l'étranger pour faciliter l'évasion fiscale³⁵. Un récent document de travail d'Oxfam Inde montre que l'abrogation de l'impôt sur la succession (en 1985) et la restriction de l'impôt sur la fortune (en 1993) aux actifs non productifs (excluant ainsi les actifs financiers) a engendré un faible ratio recettes fiscales/PIB et permet une bien plus grande concentration des richesses. La structure fiscale en Inde est en outre très régressive, seuls 37,7 % des recettes totales provenant de la taxation directe sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital³⁶.

Optimisation fiscale et impôts régressifs : des règles faussées au Pakistan

Les liens entre concentration des richesses, confiscation des ressources et du pouvoir de l'État par les élites et inégalités grandissantes sont particulièrement frappants au Pakistan. Le Parlement est composé des élites les plus riches du pays, qui édictent des règles économiques visant spécifiquement à servir leurs intérêts, tout en faisant peu pour renforcer les capacités de l'État ou le pouvoir économique des millions de citoyens qu'ils sont censés représenter.

L'exemple le plus criant est le problème du Pakistan avec l'optimisation fiscale des revenus et des actifs. Sur 10 millions de personnes imposables, seules 2,5 millions paient en fait des impôts, plaçant les recettes fiscales du Pakistan parmi les plus faibles au monde, le pays faisant encore pire que le Sierra Leone avec le ratio recettes fiscales/PIB le plus bas au monde³⁷.

Malgré une valeur moyenne de 900 000 dollars (le membre le plus riche pesant 37 millions de dollars), seuls quelques parlementaires paient des impôts. En 2010, une enquête sur le Parlement et les assemblées provinciales a révélé que 61 % des législateurs n'avaient payé aucun impôt sur le revenu pendant l'année où ils ont disputé les élections. Sont notamment cités Yousaf Raza Gillani, Premier ministre à l'époque, ses 25 membres de cabinet, et le ministre des Finances Abdul Hafeez Sheikh³⁸.

Les parlementaires créent eux-mêmes les règles qui permettent ces échappatoires, légalisant ainsi leurs exemptions fiscales. Par exemple, une loi de 1990 interdit aux autorités de demander la moindre justification sur les transferts d'argent depuis l'étranger. Empêchant toute vérification du caractère licite des revenus, cette loi permet à des milliards de roupies de transiter de Dubaï au Pakistan sans faire l'objet du moindre contrôle. Les riches propriétaires fonciers dominant le Parlement échappent aussi aux impôts en exemptant l'agriculture, ce qui est particulièrement exaspérant pour la classe moyenne pakistanaise, car près de la moitié de la population travaille dans l'agriculture et ses profits creusent l'écart entre les nantis et les pauvres.

De nombreux Pakistanais pauvres, ou même de la classe moyenne, ne gagnent pas suffisamment pour être soumis à l'impôt sur le revenu. Pour autant, ils doivent s'acquitter d'une taxe sur les ventes, un fardeau beaucoup plus lourd pour eux que pour les riches, alimentant un système injuste. À propos du système fiscal injuste du Pakistan, Riyaz Hussain Naqvi, administrateur fiscal à la retraite, déclare ainsi : « *C'est un système d'élites, par les élites et pour les élites... C'est un système biaisé dans lequel les pauvres subventionnent les riches*³⁹. »

L'absence de véritable base fiscale signifie que l'État doit être soutenu par l'aide internationale et par des prêts. Mais surtout, le manque de recettes fiscales intérieures restreint l'investissement public dans des services de base comme l'éducation, les soins de santé et les infrastructures, empêchant l'émergence d'une classe moyenne forte et dynamique, et perpétuant les inégalités politiques et économiques de plus en plus profondes au Pakistan.

Pratiques anticoncurrentielles et échec de la réglementation : les coulisses de la plus grande fortune du monde

Un faible environnement réglementaire offre les conditions idéales pour des pratiques commerciales anticoncurrentielles. Sans concurrence, les entreprises ont les mains libres pour pratiquer des prix exorbitants aux dépens des consommateurs, creusant encore les inégalités économiques. Lorsque les élites tirent parti d'autorités anti-trust faibles ou incompetentes, les prix abusifs prennent la forme d'une rente de l'État aux grandes entreprises. En n'intervenant pas lorsque des sociétés en position dominante évincent la concurrence, l'État autorise tacitement les grandes entreprises à confisquer des profits indus, transférant ainsi les revenus des tranches les moins nanties de la société aux plus riches. Les biens de consommation deviennent ainsi plus chers et, en l'absence d'augmentation des revenus, les inégalités se creusent⁴⁰.

Au Mexique, la privatisation du secteur des télécommunications il y a 20 ans illustre parfaitement les liens entre un comportement monopolistique, des institutions légales et réglementaires faibles et insuffisantes, et les inégalités économiques qui en découlent.

Selon les années, le Mexicain Carlos Slim arrive en tête de la liste des personnes les plus riches du monde, avec une fortune estimée à 73 milliards de dollars. Il doit cette énorme fortune à un quasi-monopole sur les services de communications fixes, mobiles et haut débit, au Mexique. M. Slim est le PDG d'América Móvil, qui contrôle près de 80 % des services sur ligne fixe et 70 % des services mobiles dans le pays. Une récente étude de l'OCDE sur les politiques et la réglementation des télécommunications au Mexique conclut que le monopole sur le secteur a eu un fort impact négatif sur l'économie, ainsi qu'un coût durable pour le bien-être des citoyens contraints de payer des tarifs gonflés pour les télécommunications⁴¹.

Selon le rapport de l'OCDE, le comportement monopolistique « incessant » d'América Móvil est encouragé par un « système légal

défaillant », qui a de facto remplacé le droit et la responsabilité du gouvernement élu de développer une politique économique et d'exercer un contrôle sur les marchés. Ce système a freiné l'émergence d'un marché des télécommunications dynamique et compétitif. En fait, plusieurs des instruments réglementaires présents dans la plupart des pays de l'OCDE n'ont pas cours au Mexique⁴².

L'incapacité de l'État à mettre un terme à ce comportement monopolistique a de lourdes conséquences. Le Mexique présente un niveau élevé d'inégalités et a le PIB le plus bas de tous les pays de l'OCDE. Comme en témoignent les autres pays de l'OCDE, un secteur des télécommunications plus efficace (notamment pour le haut débit) peut jouer un rôle important pour soutenir la croissance économique et réduire la pauvreté, en particulier avec une grande population rurale comme dans le cas du Mexique. L'OCDE a calculé que les dysfonctionnements du marché provenant du secteur des télécommunications ont engendré une baisse du niveau de vie de 129,2 milliards de dollars entre 2005 et 2009, soit 1,8 % du PIB par an.

Flux illicites et corruption : des sources d'inégalités dans une Afrique pleine de ressources

La découverte de nouvelles ressources naturelles entraîne une explosion de la croissance économique en Afrique sub-saharienne. Le PIB des pays disposant d'importantes réserves de pétrole comme la Guinée équatoriale et l'Angola progresse en moyenne de plus de 10 % par an depuis 2000. L'exportation de pétrole, de gaz naturel, de métaux et de minerais soutient également une croissance élevée en Tanzanie, en Zambie, en RD Congo, au Mali et en Namibie⁴³. Pourtant, alors que plusieurs pays africains comptent parmi les économies comptant le plus fort taux de croissance au monde, les inégalités restent endémiques et entravent la réduction de la pauvreté⁴⁴. On observe même une corrélation directe entre le niveau de ressources des pays africains et leurs niveaux d'inégalités (mesurés par le coefficient de Gini)⁴⁵.

Dans les pays dotés d'institutions réglementaires faibles, certaines sociétés sous-évaluent les actifs sur lesquels elles paient des redevances et des taxes. Comme les personnes et les sociétés impliquées dans ces entreprises extractives, ainsi que leurs alliés politiques, s'enrichissent, l'attention est de plus en plus détournée de la lutte contre la pauvreté et les inégalités.

Optimisation fiscale et inégalités

Les sociétés extractives internationales font jouer leur influence pour s'assurer des subventions généreuses et des échappatoires fiscales de la part des pays ayant des ressources importantes. D'après une étude menée récemment par Oxfam, l'extraction d'uranium au Niger contribue à seulement 4 à 6 % du budget public, bien qu'il s'agisse du principal produit d'exportation. Une grande multinationale du secteur énergétique, AREVA, exploite les ressources minières du Niger. D'après Oxfam, les deux filiales d'AREVA, Somaïr et Cominak, bénéficient d'exonérations de

« La richesse des ressources devrait promouvoir la prospérité sur le continent, plutôt que de saper la croissance économique inclusive, d'alimenter la corruption ou de détruire l'environnement. Trop souvent, les industries extractives de connivence avec des représentants corrompus de l'État pillent les richesses de l'Afrique et détournent ce qui pourrait alimenter les dépenses sociales. Les citoyens du continent africain doivent recevoir leur juste part des revenus de l'industrie extractive et des redevances payées aux États. »

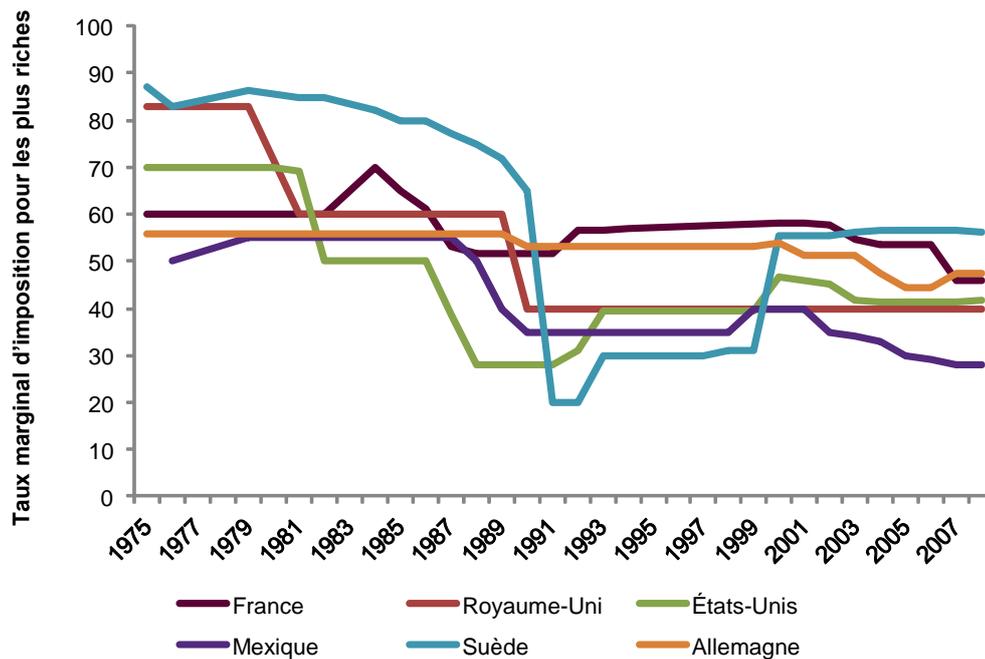
Winnie Byanyima
Directrice générale d'Oxfam
International

droits, de TVA et même de taxes sur les carburants, et une « clause pour la reconstitution de gisement » leur permet de bénéficier d'une franchise d'impôt sur 20 % de leurs bénéfices⁴⁶.

Impôts et dépenses publiques

Les réformes fiscales au profit des élites constituent un autre mécanisme perpétuant les privilèges. Depuis la fin des années 1970, 29 des 30 pays pour lesquels nous disposons de données appliquent un taux marginal d'imposition plus faible pour les tranches les plus riches de la société.

Graphique 5 : Taux marginaux d'imposition supérieurs (dans les pays sélectionnés)



Source : « Top Marginal Personal Income Tax Rates, 1975-2008 », Tax Policy Center, http://www.taxpolicycenter.org/taxfacts/Content/PDF/oced_historical_toprate.pdf. Fournit des données pour la France, le Royaume-Uni, les États-Unis, le Mexique, la Suède et l'Allemagne.

Dans plusieurs pays, cette baisse des taux d'imposition s'accompagne d'une très nette augmentation de la part des revenus avant impôts des 1 % les plus riches. Avec l'amorce du recul des taux d'imposition supérieurs, certains secteurs ont commencé à bénéficier de réformes qui augmentaient les revenus dans les secteurs en question. « *Les facteurs politiques ayant conduit à la réduction des taux d'imposition supérieurs (comme les mesures prises par Reagan et Thatcher dans les années 1980 aux États-Unis et au Royaume-Uni) se sont accompagnés d'autres changements législatifs comme la déréglementation, ce qui a pu provoquer l'augmentation des revenus supérieurs, notamment à cause de l'impulsion ainsi donnée à la croissance des secteurs des services financiers... et des services légaux⁴⁷.* » Par conséquent, les membres les plus riches de la société ont non seulement obtenu une plus grande part du gâteau, mais se sont en outre retrouvés à payer moins d'impôts sur cette part.

La concentration des revenus affecte aussi les décisions en matière de dépenses publiques. Le cas le plus notoire et le plus révoltant est sans doute le plan de sauvetage de l'industrie financière au lendemain de la crise financière mondiale de 2008. Dans plusieurs pays, le secteur financier a pris en otage des économies entières alors que la menace du « too big to fail » (trop gros pour s'effondrer) a détourné des millions de dollars vers le secteur sous forme de subventions, et a indûment influencé le gouvernement américain (un processus que Simon Johnson, ancien économiste en chef du FMI, a qualifié de « coup d'état silencieux »⁴⁸).

De plus, les riches lobbies s'opposent régulièrement aux efforts déployés pour créer des services publics de qualité ou une couverture universelle en matière de santé. Ils tiennent ces politiques pour des menaces à la préservation des hauts niveaux de revenus et de concentration des richesses. En Amérique latine, un exemple récent (étudié dans la section suivante) montre que la prestation de services publics réduit considérablement les inégalités, mais cela a peu de chance de se produire si ceux qui détiennent d'immenses richesses peuvent exercer une influence indue sur les décisions politiques.

À huis clos : un réseau mondial de secret financier

Le réseau mondial de paradis fiscaux qui s'est tissé ces 30 dernières années est grandement responsable des inégalités économiques croissantes. D'énormes fortunes sont dissimulées et échappent largement aux impôts, privant les budgets nationaux de ressources vitales qui pourraient bénéficier à la société. Une étude donne une estimation prudente des sommes détenues offshore à 18,5 trillions de dollars⁴⁹. À titre de comparaison, le PIB des États-Unis, le pays le plus riche de la planète, s'élève à 15,8 trillions de dollars⁵⁰. Dans le même temps, le nivellement par le bas de ces juridictions à très faible fiscalité a participé à réduire encore les taux d'imposition des entreprises et des particuliers les plus riches⁵¹. En 2011, alors que les exportations de cuivre depuis la Zambie ont généré 10 milliards de dollars, les recettes de l'État issues du cuivre s'élevaient à seulement 240 millions de dollars⁵², dans un pays dont 69 % des habitants vivent avec moins de 1,25 dollar par jour⁵³. Ce réseau adepte du secret et de faibles taux d'imposition facilite les transferts illicites d'importantes sommes depuis les pays les plus pauvres. Entre 2008 et 2010, on estime que l'Afrique sub-saharienne a ainsi perdu en moyenne 63,4 milliards de dollars chaque année, soit le double de ce qu'elle a reçu sous forme d'aide⁵⁴.

3 PERPÉTUATION DES PRIVILÈGES : UN FOSSÉ ENTRE NANTIS ET PAUVRES IMMuable

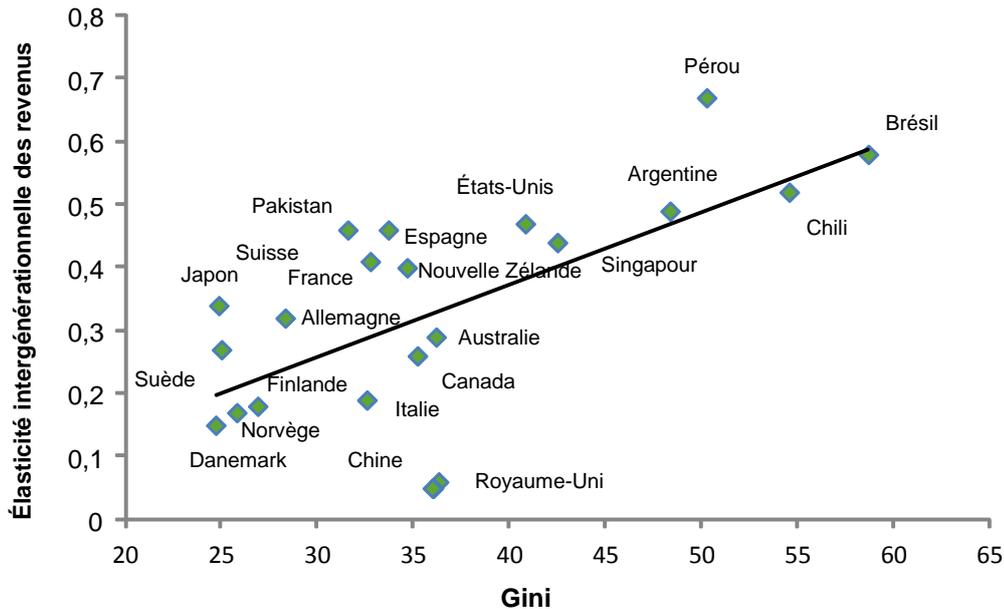
La richesse appelle la richesse, et dès lors que le système politique et institutionnel est biaisé au profit d'une élite, l'accumulation de ses privilèges se perpétue par différents mécanismes. Cette « perpétuation des privilèges » touche des éléments qui pourraient au contraire favoriser des opportunités équitables et la protection de tous les membres de la société. Ce qui se présente parfois sous les traits de la méritocratie est en fait le fruit de règles faussées au profit de l'élite. L'éducation de qualité et certains autres services publics bénéficient surtout à une minorité en leur offrant davantage d'opportunités de développement.

L'égalité des chances est un axe majeur des sociétés inclusives modernes. Cela implique que les réussites ou les réalisations d'une personne ne doivent pas être déterminées par leur race, leur sexe, leur famille ou toute autre caractéristique immuable. Dans toutes les sociétés, les défenseurs d'une certaine inégalité dans les revenus ont de bons arguments à faire valoir, la disparité pouvant résulter de valeurs comme l'entrepreneuriat, l'effort et le mérite (comme expliqué plus haut). Mais très peu de personnes s'opposeraient à l'égalité des chances pour toutes et tous. Des études récentes indiquent que l'inégalité de revenus et l'inégalité des chances sont étroitement liées : les perspectives d'avenir d'un enfant sont en grande partie déterminées par le statut socio-économique de ses parents⁵⁵.

Dans une société vraiment juste, la mobilité sociale serait prononcée. Ce n'est toutefois pas le cas en présence de fortes inégalités économiques. L'universitaire Miles Corak a comparé le coefficient de Gini à la mesure dans laquelle les revenus d'une personne sont déterminés par ceux de leurs parents (voir Graphique 6).

Au Danemark par exemple, où le coefficient de Gini est faible, seulement 15 % du revenu d'un jeune adulte est déterminé par le revenu de ses parents. Au Pérou, où le coefficient de Gini est l'un des plus élevés au monde, le revenu des parents détermine à deux-tiers celui de ses enfants. On parle de « la courbe de Gatsby le Magnifique ». Comme le disait F. Scott Fitzgerald, « Les gens riches sont différents de vous et moi ». Il en va de même pour leur progéniture.

Graphique 6 : Mesure dans laquelle les revenus des parents déterminent le revenu de leurs enfants



Source : M Corak (2012), « Inequality from Generation to Generation: The United States in Comparison ».

Cette figure illustre un aspect de la « thésaurisation des opportunités », un processus selon lequel les disparités se perpétuent⁵⁶. Cela se produit lorsque certains groupes s'emparent de biens ou de ressources précieuses dans leurs intérêts et pour « tirer profit des ressources séquestrées »⁵⁷. Différents types de ressources sont concernés, comme les dépenses publiques, l'accès à une éducation de qualité ou des emplois rémunérateurs. Même dans les pays où la mobilité sociale est prononcée (comme le Canada et le Danemark), les fils et les filles de parents riches ont plus de chance de travailler pour le même employeur. Autrement dit, l'obtention d'emplois bien rémunérés chez les jeunes dépendrait davantage de liens familiaux forts que du mérite⁵⁸.

Accès à l'éducation et à des emplois bien rémunérés

L'éducation est l'un des moyens les plus efficaces pour étoffer les perspectives d'avenir des citoyens. Les études supérieures influent considérablement sur le niveau de revenu, ce qui n'aurait rien de choquant si tous les enfants jouissaient au départ d'un accès égal. Cela devient problématique lorsque l'accès à un enseignement supérieur de bonne qualité est soumis à des préconditions socio-économiques qui limitent les perspectives d'avenir des personnes en situation de pauvreté et qui profitent aux riches (accès à une aide financière, éducation secondaire de piètre qualité, discrimination, aspirations en berne).

Des disparités salariales existent entre les personnes diplômées de l'université et le reste de la population. Elles proviennent d'une transition technologique qui profite principalement aux employés qualifiés. On constate dans le même temps une évolution dans les rapports de force entre travail et capital. D'après un rapport de l'Organisation internationale du travail (OIT), entre 1989 et 2005, le taux de syndicalisation (mesure

qui compare le nombre d'adhérents aux syndicats par rapport à la main-d'œuvre totale) a chuté dans 51 pays dans lesquels des données étaient disponibles⁵⁹, et il est négativement corrélé aux inégalités de revenus. Le rapport de force entre les détenteurs du capital et les travailleurs a considérablement évolué au cours des trente dernières années dans de nombreux pays, surtout du fait de la transition de l'économie du secteur secondaire vers le secteur tertiaire et de l'externalisation des tâches résultant de la mondialisation. Cela se reflète dans le recul de la part de revenu dédiée au travail : au cours des trente dernières années, les salaires, les traitements et les avantages sociaux représentent une part plus petite du revenu national dans la quasi-totalité des pays membres de l'OIT⁶⁰.

Inégalités hommes-femmes et inégalités de revenus

Dans toute société, les effets d'inégalités croissantes dans les revenus ne sont pas isolés, mais interagissent avec d'autres inégalités existantes basées sur le sexe, le lieu de résidence (foyers ruraux vs. foyers urbains, par exemple), l'origine ethnique et d'autres facteurs. Ces inégalités ne découlent pas exclusivement d'inégalités économiques. L'inégalité hommes-femmes est profondément ancrée dans certaines sociétés, par exemple. Mais ces inégalités sont souvent aggravées dans les sociétés où les disparités économiques sont très marquées.

Très souvent, dans les pays pauvres comme dans les pays riches, l'inégalité entre les hommes et les femmes se matérialise par des salaires inférieurs chez les femmes par rapport aux hommes pour un travail similaire. Au Pakistan, seulement deux-tiers des enfants sont scolarisés dans le primaire, alors que la scolarité à cet âge est obligatoire. La moyenne nationale masque toutefois d'autres inégalités. D'après des données ventilées, 87 % des garçons issus des 20 % les plus riches vont à l'école primaire, contre seulement 32 % des filles dans les groupes les plus pauvres. Les inégalités de revenus renforcent également les effets négatifs sur les femmes dans d'autres domaines. Au Pakistan toujours, le taux de mortalité maternelle des femmes vivant en milieu rural est deux fois plus élevé que celui des femmes résidant en ville⁶¹.

Au sein d'une même famille, les inégalités sont étroitement liées au statut professionnel de ses membres. D'après une récente publication, une augmentation du taux d'emploi des femmes (et le comblement du fossé entre les hommes et les femmes en matière d'emploi) réduirait les inégalités de revenus au sein des foyers⁶².

Bien que la lutte contre les inégalités de revenus ne va pas à elle seule résoudre les inégalités entre les hommes et les femmes, il existe des relations étroites entre des sociétés plus équitables sur le plan économique et un rapport des forces plus équilibré entre les citoyens. Dans de telles sociétés, un phénomène de réaction positive peut être créé avec plus de femmes au pouvoir qui peuvent par la suite veiller à ce que les institutions et les réglementations promeuvent l'égalité hommes-femmes.

4 REDEVABILITÉ ET PARTICIPATION CITOYENNE : L'ANTIDOTE POUR BRISER L'EMPRISE DES ÉLITES SUR L'ÉTAT

L'emprise politique et les inégalités économiques ne sont pas des fatalités. Il existe même de nombreux exemples de politiques de bonne gouvernance qui tempèrent l'influence des riches élites et autorisent un partage plus équitable des ressources de la société. Nous allons étudier ici trois cas, l'Amérique d'après-guerre, le Ghana et l'Amérique latine.

L'AMÉRIQUE D'APRÈS-GUERRE

Dans son magazine *Harper's*, Frederick Lewis Allen a salué en 1952 l'expérience des États-Unis dans la première moitié du XX^e siècle dans ces termes :

Au tournant du siècle, l'Amérique risquait de devenir une terre où les millionnaires devenaient plus riches et le reste de la population plus pauvre, et où une poignée de financiers avaient la mainmise non seulement sur le système économique du pays, mais également sur son appareil politique.

[...] En combinant [...] des révisions des régimes (lois fiscales, lois sur le salaire minimum, subventions, garantie et régulations diverses [...]), nous avons révoqué la loi d'airain des salaires. Nous avons mis sur pied une redistribution quasi automatique des revenus des mieux nantis vers les moins bien nantis [...] Voilà ce qui est à mon sens l'essence de la « grande découverte américaine ».

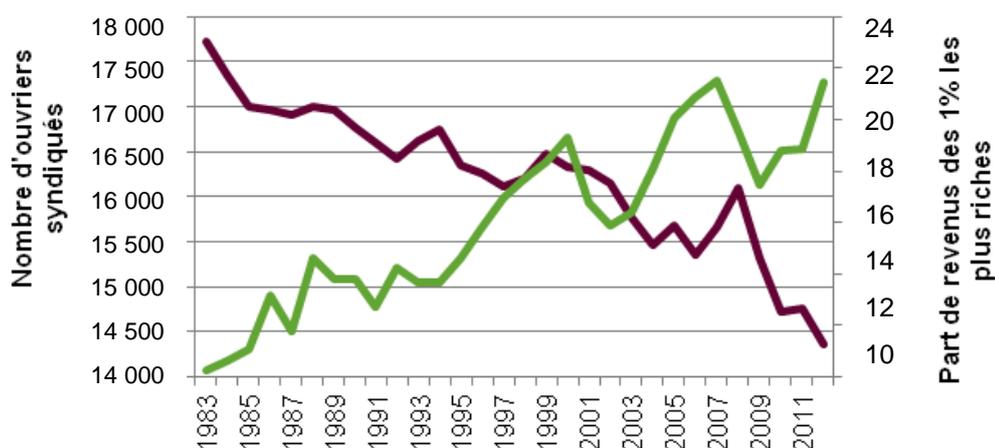
Dans un film sorti sur les écrans en 2013 et intitulé « Inequality For All », l'ancien secrétaire au travail Robert Reich est interrogé sur le pays dont l'économie américaine devrait s'inspirer, étant donné ses inégalités criantes (400 des citoyens américains les plus riches possèdent plus de richesses que les 150 millions de citoyens constituant la moitié la plus pauvre de la population). Sa réponse est surprenante : les États-Unis d'y il a quelques dizaines d'années. M. Reich fait référence aux trois décennies de forte croissance et de réduction des inégalités après la Seconde Guerre mondiale.

À cette époque, les États-Unis comptaient le plus grand nombre de citoyens de la classe moyenne au monde. M. Reich parle de « grande prospérité », rendue possible grâce à un accord tacite reflétant l'interdépendance entre la main-d'œuvre, les grandes entreprises et le gouvernement fédéral, connu sous le nom de « traité de Detroit »⁶³. En raison du pouvoir économique des consommateurs de la classe moyenne, les grandes entreprises ont reconnu l'utilité de payer de bons salaires, avec le coût de la vie qui augmente (ainsi que l'assurance maladie et les retraites, qui étaient des avantages surtout réservés aux responsables jusque dans les années 1950). Et surtout, les grandes entreprises se sont accordées à augmenter les salaires sur la base de la productivité, en associant les intérêts des responsables et de la main-d'œuvre pour garantir une augmentation de la productivité et des bénéfices.

Le rôle de l'État était de maintenir l'équilibre entre la main-d'œuvre et les grandes entreprises. Par exemple, par crainte qu'une réduction d'impôt sur les investissements et les revenus stimule l'inflation, le Comité des conseillers économiques du président John F. Kennedy a publié des consignes pour relier les salaires aux prix, une opération largement soutenue par les syndicats et les grandes entreprises. Des années plus tard, Walter Heller, président du Comité des conseillers économiques du président Kennedy, se souvient avec satisfaction que le marché s'était rendu compte qu'associer les salaires à l'augmentation de la productivité profitait encore au capital, les bénéfices après impôts des entreprises ayant doublé entre 1961 et 1966⁶⁴.

L'ère de la grande prospérité encouragée par le traité de Détroit a pris fin lorsque les grandes entreprises ont choisi de concentrer leur pouvoir économique pour exercer un lobby sur les responsables de l'élaboration des politiques à Washington dans les années 1970 et 1980, le tout au détriment de la main-d'œuvre et d'autres politiques populaires impactant les familles qui travaillent, comme augmenter le salaire minimum. Les lois rendant plus difficile l'organisation des syndicats, le salaire moyen a stagné, annonçant le renforcement des inégalités qui s'est concrétisé au cours des 30 dernières années⁶⁵.

Graphique 7 : Déclin des taux de syndicalisation et augmentation de la part de revenus des 1 % les plus riches



Source : Bureau of Labor Statistics (2013) 'Union affiliation data from the Current Population'; Saez & Piketty (2003) 'Income Inequality in the United States, 1913–1998', *Quarterly Journal of Economics*, 118(1), 1–39 (Tables and Figures Updated to 2012, September 2013).

GESTION DES REVENUS AU GHANA

La récente loi relative à la gestion des revenus du pétrole au Ghana offre un bon exemple de la façon dont la réglementation ciblée peut promouvoir une prospérité partagée et limiter la confiscation par les élites. Malgré l'ampleur des ressources minérales et pétrolifères en Afrique, les industries extractives ont œuvré pour rendre une poignée de personnes extrêmement riches tandis que la majorité s'appauvrit. Le Ghana, avec plus de 100 ans d'expérience dans le secteur aurifère, illustre parfaitement comment une mauvaise gestion des bénéfices permet aux élites de s'enrichir facilement, tandis que la majorité est privée des ressources qui devraient lui revenir de droit aux fins de

développement et du bien-être du plus grand nombre.

Des militants de la société civile ont œuvré pour que les bénéfices du pétrole (dont le pays est devenu producteur en 2009) soient pris en compte et réinvestis de façon adéquate dans la société ghanéenne. La nouvelle loi définit des mécanismes de collecte et de distribution des bénéfices, avec des mandats concernant le montant pour financer le budget annuel, le montant investi dans les générations futures et la part investie en prévision de périodes de vaches maigres. L'État est également tenu de publier des informations sur les recettes des compagnies pétrolières et le ministère des Finances doit soumettre à l'examen public un bilan des recettes et des dépenses, chaque trimestre. En 2011, les revenus pétroliers représentaient 4 % des dépenses publiques, la majeure partie étant consacrée au réseau routier, au renforcement des capacités de l'industrie du pétrole et du gaz, au remboursement des emprunts et aux subventions accordées sur les engrais.

La loi imposait également de créer un Comité d'intérêt public et de redevabilité servant d'instrument pour le débat public sur la façon dont les bénéfices sont dépensés. Ce comité est également chargé par l'État et les institutions concernées du suivi et de l'évaluation de la conformité. Il doit en outre proposer une évaluation indépendante des recettes. Le renforcement de la capacité de la société civile pour suivre efficacement la production pétrolière et déterminer les sommes qui reviennent à l'État n'est pas sans difficulté⁶⁶. Mais si ces recettes sont dépensées équitablement, elles pourraient contribuer à payer la couverture universelle en matière de soins de santé au Ghana et à financer d'autres investissements dans l'agriculture et la production alimentaire⁶⁷.

RÉGIME FISCAL ET DÉPENSES SOCIALES EN AMÉRIQUE LATINE

Le cas de l'Amérique latine apporte un espoir sur l'inversion de la tendance mondiale convergeant vers un renforcement des inégalités. Malgré le fait qu'elle soit de longue date qualifiée de région la plus inégale au monde, c'est aussi la région qui est parvenue à réduire les inégalités au cours de la dernière décennie. Dans les pays où les inégalités se sont estompées, les États augmentent les recettes fiscales et dépensent davantage sur les politiques de protection sociale et de lutte contre la pauvreté. Cette tendance s'accompagne d'une transition d'une succession de putschs et de dictatures pendant la Guerre froide vers des pratiques démocratiques renforcées dans la région. Toutefois, malgré ces améliorations, les régimes fiscaux en Amérique latine demeurent régressifs et n'engendrent pas des recettes fiscales suffisantes par rapport au PIB. Ils continuent également d'autoriser des niveaux inacceptables de fraude fiscale. Il est indispensable de combattre ces lacunes pour poursuivre la lutte contre les inégalités qui frappent la région de longue date.

La route est encore longue avant que la région n'atteigne son plein potentiel fiscal. Néanmoins, la récente augmentation des recettes fiscales en Amérique latine a été la plus rapide au monde, et cette croissance s'est traduite par une augmentation du budget dédié à la lutte

contre les inégalités⁶⁸. Par exemple, les inégalités de revenus ont diminué dans 14 des 17 pays où des données comparables étaient disponibles entre 2002 et 2011⁶⁹. Au cours de cette période, environ 50 millions de personnes ont rejoint la classe moyenne. En d'autres termes, pour la première fois dans l'Histoire, il y a plus de personnes appartenant à la classe moyenne que de personnes en situation de pauvreté dans la région⁷⁰.

La réduction des inégalités est le fruit d'un ensemble opportun de politiques gouvernementales axées sur les personnes pauvres et financées par une augmentation des dépenses publiques et sociales. Cet ensemble de politiques inclut :

- dans certains cas comme au Brésil, le recours à une fiscalité progressive comme l'impôt sur le revenu et les impôts directs, même si cette fiscalité progressive n'a pas encore été suffisamment déployée par les pays de la région comme outil de redistribution et instrument de levée des recettes ;
- une augmentation des dépenses dans la santé et l'éducation (notamment dans le primaire et dans le secondaire) : ainsi, beaucoup de personnes en situation de pauvreté dans la société ont pu accéder à des services sociaux gratuits sans s'endetter ;
- des programmes ambitieux de transferts monétaires conditionnels : proposer un revenu direct sous certaines conditions à des millions de familles en situation de pauvreté et de dénuement ;
- des augmentations du salaire minimum et des opportunités d'emploi qui ont sécurisé les moyens de subsistance de millions de personnes.

Selon certaines estimations, les dépenses sociales en pourcent du PIB dans les pays d'Amérique latine ont augmenté de 66 % au cours des vingt dernières années⁷¹. L'impact est notable, sachant que la région avait il y a peu des niveaux de dépenses publiques parmi les plus bas au monde. C'est l'augmentation des dépenses dans la santé et l'éducation qui a eu le plus fort impact dans la lutte contre les inégalités⁷².

Le Brésil est bien parvenu à réduire les inégalités depuis le début du siècle : le coefficient de Gini a diminué d'environ 10 % entre 2001 et 2011⁷³, notamment grâce à une augmentation des dépenses publiques et sociales, un accent sur les dépenses dans l'éducation et la santé publique, un programme ambitieux de transferts monétaires conditionnels (*Bolsa Família*) et un élan dans le salaire minimum qui a augmenté de plus de 50 % en valeur absolue depuis 2003.

L'augmentation des dépenses publiques et la réduction des inégalités sont étroitement liées à la présence de gouvernements plus responsables et plus représentatifs. De nombreux pays dans la région ont augmenté les pratiques démocratiques. Les partis politiques se mesurent plus régulièrement aux urnes⁷⁴ en déployant des actions pour réduire les disparités salariales, par exemple. La démocratie demeure fragile et les inégalités sont toujours très importantes dans la région, mais la tendance indique que le problème autrefois insoluble des disparités salariales peut être résolu grâce à l'élaboration de politiques.

5 CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Dans de nombreux pays, la concentration croissante des revenus et des richesses compromet la construction de sociétés stables et inclusives. La raison en est simple : la distribution déséquilibrée des richesses biaise les institutions et fragilise le contrat social entre les citoyens et l'État. Les mécanismes de contrôle et de régulation en place pour garantir que la majorité de la population peut faire entendre sa voix ont tendance à s'affaiblir. La concentration des revenus et des richesses freine la réalisation d'opportunités et de droits égaux en privant progressivement les groupes défavorisés de représentation politique, au profit des groupes plus riches. Cela s'est déjà produit par le passé et l'Histoire peut se répéter à moins de prêter attention aux tendances inquiétantes soulignées ici.

Certains parmi les 1 % les plus riches reconnaissent la nécessité de réduire ces inégalités. C'est notamment le cas de Bill Gross, fondateur de PIMCO (un grand fond d'obligataire mondial), qui a récemment déclaré que les personnes appartenant à ces 1 % « devraient soutenir une taxation supérieure des intérêts reportés et certainement des gains en capital, en l'alignant sur les taux marginaux d'imposition existants sur les revenus⁷⁵. » De même, Warren Buffett (magnat des affaires américain) a déclaré qu'il ne devrait jamais avoir un taux d'imposition inférieur à celui de l'agent de nettoyage⁷⁶. L'heure est à la lutte contre les inégalités. La tendance qui a vu le renforcement des inégalités au cours des 30 dernières années doit être inversée.

RECOMMANDATIONS

Les personnes réunies à Davos dans le cadre du Forum économique mondial ont le pouvoir d'inverser la progression galopante des inégalités. Oxfam les appelle à s'engager à :

- ne pas contourner la fiscalité dans leur propre pays ou dans des pays où ils investissent et opèrent en tirant parti des paradis fiscaux ;
- ne pas utiliser leur richesse économique pour obtenir des faveurs politiques allant à l'encontre de la volonté démocratique de leurs concitoyens ;
- soutenir une fiscalité progressive sur les richesses et les revenus ;
- déclarer tous les investissements dont ils sont les bénéficiaires effectifs ;
- encourager les États à utiliser leurs recettes fiscales pour financer une couverture universelle en matière de santé, d'éducation et de protection sociale des citoyens ;
- défendre un salaire minimum vital dans toutes les sociétés qu'ils détiennent ou contrôlent ;

- inviter les autres élites économiques à les rejoindre dans ces engagements.

En tant qu'élément clé des objectifs de développement post-2015, Oxfam demande :

- Un objectif global de mettre fin aux inégalités économiques extrêmes dans tous les pays. Il doit inclure la surveillance constante de la part des richesses allant aux 1 % les plus riches dans chaque pays.

Oxfam a également recommandé des politiques dans différents contextes afin de renforcer la représentation politique des classes inférieures et moyennes afin de lutter contre les inégalités économiques. Ces politiques incluent :

- une plus grande régulation des marchés ;
- des mesures pour juguler la capacité des plus riches à influencer sur les processus et les politiques servant leurs intérêts.

Les politiques nécessaires pour inverser les inégalités économiques croissantes doivent être combinées de manière spécifique selon le contexte national de chaque pays. Néanmoins, les pays développés ou en développement parvenus à réduire les inégalités économiques partagent plusieurs points de départ communs, notamment :

- Répression plus sévère du secret financier et de la fraude fiscale ;
- Transferts redistributifs et renforcement des programmes de protection sociale ;
- Investissement dans l'accès universel et gratuit aux soins de santé et à l'éducation ;
- Fiscalité progressive ;
- Renforcement des salaires planchers et des droits des travailleurs ;
- Suppression des obstacles à l'égalité des droits et des opportunités pour les femmes.

NOTES

- 1 Crédit Suisse (2013), « Global Wealth Report 2013 », Zurich : Crédit Suisse. <https://publications.credit-suisse.com/tasks/render/file/?fileID=BCDB1364-A105-0560-1332EC9100FF5C83> et classement Forbes des milliardaires dans le monde (dernière visite le 16 décembre 2013) <http://www.forbes.com/billionaires/list/>
- 2 L. Kroll (2013), « Inside The 2013 Billionaires List: Facts and Figures », Forbes, 4 mars. <http://www.forbes.com/sites/luisakroll/2013/03/04/inside-the-2013-billionaires-list-facts-and-figures/>
- 3 A. Shell et K. Hjelmgard (2013), « Dow tops 16,000, but investors get acrophobic », USA Today 18 novembre. <http://www.usatoday.com/story/money/markets/2013/11/18/stocks-monday/3624335/>
- 4 Calculé d'après les informations du Crédit Suisse, op. cit. La richesse totale s'élève à 240,8 trillions de dollars. La part des richesses de la moitié inférieure de la population est de 0,71 % ; celles des 1 % les plus riches représentent 46 % du total (pour un montant de 110 trillions de dollars).
- 5 E. Saez (2013), « Striking it Richer: The Evolution of Top Incomes in the United States (updated with 2012 preliminary estimates) », Berkeley: University of California, Department of Economics. <http://elsa.berkeley.edu/~saez/saez-UStopincomes-2012.pdf> et The World Top Incomes Database. <http://topincomes.gmond.parisschoolofeconomics.eu/>
- 6 E. Saez (2013) Ibid.
- 7 Calculé en utilisant la part des revenus des 1 % les plus riches, hors gains en capital, issue de la base The World Top Incomes Database. <http://topincomes.gmond.parisschoolofeconomics.eu/>.
- 8 283,2 milliards de dollars, équivalent à 217,3 milliards d'euros (en juillet 2013). Les mesures de relance de l'UE entre 2008 et 2010 se sont élevées à 200 milliards d'euros (voir Note 5). « Today's ranking of the world's richest people », (2013) Bloomberg, 12 juillet. <http://www.bloomberg.com/billionaires/2013-07-12/aaa>
- 9 The World Top Incomes Database. <http://topincomes.gmond.parisschoolofeconomics.eu/>
- 10 Dans certains cas à partir d'une base très faible. Les pays affichant une augmentation de moins de 10 % sont la République de Maurice et la France.
- 11 E. Saez, op. cit.
- 12 <http://www.oxfam.org/fr/eu/pressroom/pressrelease/2013-05-22/la-moitie-des-milliards-privés-cacheés-dans-les-paradis-fiscaux>
- 13 Calculé d'après B. Milanovic (2013), « All the Ginis Dataset », mise à jour de juin 2013. <http://econ.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTDEC/EXTRESEARCH/0,,contentMDK:22301380~pagePK:64214825~piPK:64214943~theSitePK:469382,00.html>
- 14 Ibid
- 15 Crédit Suisse, op. cit.
- 16 B. Milanovic (2012), The Haves and the Have-Nots: A Brief and Idiosyncratic History of Global Inequality, New York: Basic Books.
- 17 A. Krueger (2002), « Supporting Globalization: Remarks at the 2002 Eisenhower National Security Conference on National Security for the 21st Century - Anticipating Challenges, Seizing Opportunities, Building Capabilities », <http://www.imf.org/external/np/speeches/2002/092602a.htm>
- 18 A. Berg et J. Ostry (2011), « Inequality and Unsustainable Growth: Two Sides of the Same Coin? » Washington, D.C. : note de discussion du personnel du FMI. <http://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2011/sdn1108.pdf>
- 19 M. Ravallion (2005), « Inequality is Bad For the Poor », Document de travail de la Banque mondiale sur la recherche sur les politiques 3677, Washington, D.C. : Groupe de recherche sur le développement, Banque mondiale. http://www-wds.worldbank.org/servlet/WDSContentServer/WDSP/IB/2005/08/04/000016406_20050804140846/Rendered/PDF/wps3677.pdf
- 20 R. Wike (2013), « The global consensus: Inequality is a major problem », Fact Tank, 15 novembre. <http://www.pewresearch.org/fact-tank/2013/11/15/the-global-consensus-inequality-is-a-major-problem/>
- 21 Forum économique mondial (2014), « Outlook on the Global Agenda 2014 », Genève :

- Forum économique mondial.
http://www3.weforum.org/docs/WEF_GAC_GlobalAgendaOutlook_2014.pdf
- 22 <http://www.brandeis.edu/legacyfund/bio.html>
- 23 L. Bartels (2005), « Economic Inequality and Political Representation », Document de travail, août 2005. <http://www.princeton.edu/~bartels/economic.pdf>
- 24 Voir également d'autres exemples dans Acemoglu et Robinson (2012), Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity, and Poverty.
- 25 G. Rivlin (2013), « How Wall Street Defanged Dodd-Frank », The Nation, 30 avril. <http://www.thenation.com/article/174113/how-wall-street-defanged-dodd-frank#>
- 26 K.B. Fredriksen (2012), « Income Inequality in the European Union », Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, n° 952, p. 11. <http://dx.doi.org/10.1787/5k9bdt47q5zt-en>
- 27 OCDE (2013), « Crisis squeezes income and puts pressure on inequality and poverty », Paris : OCDE. <http://www.oecd.org/els/soc/OECD2013-Inequality-and-Poverty-8p.pdf>. Le Royaume-Uni et le Portugal ne sont dépassés que par Israël, les États-Unis, la Turquie, le Mexique et le Chili en matière d'inégalité des revenus nets.
- 28 L. Ball et al (2013), « The Distributional Effects of Fiscal Consolidation », Document de travail du FMI 13/151, Washington, D.C. : FMI. <http://www.imf.org/external/pubs/cat/longres.aspx?sk=40699>
- 29 283,2 milliards de dollars, équivalent à 217,3 milliards d'euros (en juillet 2013). Les mesures de relance de l'UE entre 2008 et 2010 se sont élevées à 200 milliards d'euros (voir Note 5). « Today's ranking of the world's richest people », (2013) Bloomberg, 12 juillet, <http://www.bloomberg.com/billionaires/2013-07-12/aaa>
- 30 M. Walton et A. Gandhi (2012), « Where Do India's Billionaires Get Their Wealth? », Economic & Political Weekly, vol xlvi n° 40, 6 octobre. <http://www.michaelwalton.info/wp-content/uploads/2012/10/Where-Do-Indias-Billionaires-Get-Their-Wealth-Aditi-Walton.pdf>
- 31 J. Crabtree (2012), « India's billionaires club », Financial Times, 16 novembre. <http://www.ft.com/intl/cms/s/2/be255dd2-2eb6-11e2-9b98-00144feabdc0.html#axzz2n6dz3E3o>
- 32 Ibid.
- 33 Banque mondiale (2013) Indicateurs de développement dans le monde : Systèmes de santé, <http://wdi.worldbank.org/table/2.15>
- 34 Banque asiatique de développement, « The Social Protection Index : Assessing Results for Asia and the Pacific », Philippines : Banque asiatique de Développement. <http://www.adb.org/publications/social-protection-index-assessing-results-asia-and-pacific>
- 35 R. Sarin (2013), « India Says It Will Investigate Offshore Leaks Revelations », The International Consortium of Investigative Journalists, 12 avril. <http://www.icij.org/offshore/india-says-it-will-investigate-offshore-leaks-revelations>
- 36 P. Prakash (2013), « Property Taxes Across G20 Countries: Can India Get it Right? », Document de travail Oxfam India, Inde : Oxfam India. <http://www.oxfamindia.org/sites/default/files/Working%20paper%202015.pdf>
- 37 U. Cheema (2012), « Representation without Taxation! An analysis of MPs' income tax returns for 2011 », Islamabad : Centre for Peace and Development Initiatives/Centre for Investigative Reporting in Pakistan. <http://www.cirp.pk/Electronic%20Copy.pdf> et <http://tribune.com.pk/story/478812/report-unmasks-tax-evasion-among-pakistan-leaders/>
- 38 Ibid.
- 39 S. Tavernise (2010), « Pakistan's Elite Pay Few Taxes, Widening Gap », The New York Times, 18 juillet. http://www.nytimes.com/2010/07/19/world/asia/19taxes.html?pagewanted=all&_r=0
- 40 J. Stiglitz (2012), The Price of Inequality: How Today's Divided Society Endangers Our Future, New York : W.W. Norton.
- 41 OCDE (2012), OECD Review of Telecommunication Policy and Regulation in Mexico, Publication de l'OCDE. <http://dx.doi.org/10.1787/9789264060111-en>
- 42 Ibid., p. 114.
- 43 Africa Progress Panel (2013), « Africa Progress Report 2013 - Equity in Extractives: Stewarding Africa's Natural Resources for All », Genève : Africa Progress Panel. http://www.africaprogresspanel.org/wp-content/uploads/2013/08/2013_APR_Equity_in_Extractives_25062013_ENG_HR.pdf

- 44 Banque mondiale (2013), « Africa's Pulse », Office of the Chief Economist for the Africa Region, Vol. 8, octobre.
http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/Africa/Report/Africas-Pulse-brochure_Vol8.pdf
- 45 D'après les données pour l'Afrique du Sud, la Tanzanie, la Zambie, le Zimbabwe, l'Angola, la République démocratique du Congo, le Lesotho, le Malawi, le Mozambique, la Namibie, les Seychelles et le Swaziland
- 46 Oxfam (2013), « Niger : À Qui Profite l'Uranium ? L'enjeu de la renégociation des contrats miniers d'AREVA », http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/niger_renegociations_areva_note_oxfam-rotab.pdf
- 47 F. Alvaredo, A. Atkinson, T. Piketty et E. Saez (2013), « The Top 1 Percent in International and Historical Perspective », *Journal of Economic Perspectives*, 27(3) : 3-20. <http://elsa.berkeley.edu/~saez/alvaredo-atkinson-piketty-saezJEP13top1percent.pdf>
- 48 S. Johnson (2009), « The Quiet Coup », *The Atlantic*, 1er mai.
<http://www.theatlantic.com/magazine/archive/2009/05/the-quiet-coup/307364/>
- 49 <http://www.oxfam.org/fr/eu/pressroom/pressrelease/2013-05-22/la-moitie-des-milliards-prives-cachees-dans-les-paradis-fiscaux>
- 50 Banque mondiale, Indicateurs de développement dans le monde
<http://wdi.worldbank.org/table/1.1>
- 51 Shaxson, N, Christiansen, J et Mathiason, N, Op. Cit.
- 52 Africa Progress Panel, Op. Cit.
- 53 Unicef. http://www.unicef.org/infobycountry/zambia_statistics.html
- 54 Africa Progress Panel, Op. Cit., p. 66.
- 55 T.M. Smeeding, R. Erikson et M. Jantii (eds), (2011), *Persistence, Privilege, and Parenting: The Comparative Study of Intergenerational Mobility*, New York : Russell Sage Foundation.
- 56 D'après Corak, « Avec la thésaurisation des opportunités, qui se produit lorsque les membres d'un réseau délimité par catégorie a accès à une ressource précieuse, renouvelable, sujette au monopole, favorable aux activités de réseau et renforcée par le mode opératoire du réseau, les membres du réseau capitalisent régulièrement sur leur accès à cette ressource, créant des convictions et des pratiques qui renforcent leur contrôle », dans C. Tilly (1999), « Durable Inequality », Berkeley : presse de l'université de Californie.
- 57 Ibid
- 58 P Bingley, M Corak et N Westergard-Nielsen (2011), « The Intergenerational Transmission of Employers in Canada and Denmark », <http://ftp.iza.org/dp5593.pdf>
- 59 Organisation internationale du travail/Institut international du travail (2008), « Rapport sur le travail dans le monde 2008. Les inégalités de revenu à l'heure de la mondialisation financière », Genève : OIT.
http://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_110310/lang--fr/index.htm
- 60 OCDE (2012), « Perspectives de l'emploi de l'OCDE », <http://www.oecd.org/fr/emploi/emp/perspectivesdelemploidelocde-editionsprecedentes1989-2010.htm>
- 61 National Institute of Population Studies (2008), « Pakistan Demographic and Health Survey 2006-2007 », Islamabad (Pakistan) et Calverton (Maryland, États-Unis) : National Institute of Population Studies (Pakistan) et Macro International Inc. (États-Unis). <http://www.measuredhs.com/pubs/pdf/FR200/FR200.pdf>
- 62 S Harkness (2012), *The Contribution of Women's Employment and Earnings to Household Income Inequality: A Cross-Country Analysis*
- 63 T. Noah (2012), *The Great Divergence: America's Growing Inequality Crisis and What We Can Do About It*, New York : Bloomsbury Press.
- 64 Ibid
- 65 Ibid., p. 128.
- 66 E. Dovi (2013), « Gestion des revenus pétroliers : "l'autre voie" ghanéenne », *Afrique Renouveau*, janvier. <http://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/janvier-2013/gestion-des-revenus-p%C3%A9troliers-%C2%ABlautre-voie%C2%BB-ghan%C3%A9enne>.
- 67 P. Apoya et A. Marriott (2011), « Achieving a Shared Goal: Free Universal Health Care in Ghana », Oxford : Oxfam. <http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/rr->

achieving-shared-goal-healthcare-ghana-090311-en.pdf

- 68 Banque interaméricaine de développement (2013), *More Than Revenue: Taxation as a Development Tool* New York : Palgrave Macmillan.
<http://iadbdocs.iadb.org/wsdocs/getdocument.aspx?docnum=37768292>
- 69 N. Lustig, L. Lopez-Calva et E. Ortiz-Juarez (2013), « Deconstructing the Decline of Inequality in Latin America », série de documents de travail de l'université de Tulane (WP 1314). <http://econ.tulane.edu/RePEc/pdf/tul1314.pdf>
- 70 Banque mondiale (2012), « Shifting gears to accelerate prosperity in Latin America and the Caribbean », Washington, D.C. : Banque mondiale.
<http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/LAC/PLB%20Shared%20Prosperity%20FINAL.pdf>
- 71 ECLAC (2012), « Social Panorama of Latin America », Santiago : publications des Nations unies. http://www.cepal.org/publicaciones/xml/8/49398/2012-960-PSI_WEB.pdf
- 72 N. Lustig (2013), « The impact of taxes and social spending on inequality and poverty in Argentina, Bolivia, Brazil, Mexico, Peru and Uruguay: An overview », université de Tulane, <http://econ.tulane.edu/RePEc/pdf/tul1313.pdf>
- 73 Banque mondiale (2012), « Shifting gears to accelerate prosperity in Latin America and the Caribbean », op.cit.
- 74 E. Huber et J. Stephens (2012), « Democracy and the Left: Social Policy and Inequality in Latin America », Chicago : presse de l'université de Chicago.
- 75 S. Forgione et J. Ablan (2013), « PIMCO's Gross urges "privileged 1%" to pay more tax », 31 octobre, Reuters. <http://www.reuters.com/article/2013/10/31/us-funds-investing-pimco-idUSBRE99U0LM20131031>
- 76 'Buffett decries his tax rate as less than cleaning ladies', (2010) *The Australian*, 7 octobre. <http://www.theaustralian.com.au/business/buffett-decries-his-tax-rate-as-less-than-cleaning-ladys/story-e6frg8zx-1225935122225>

© Oxfam International janvier 2014

Ce document a été rédigé par Ricardo Fuentes-Nieva et Nick Galasso. Oxfam remercie Natalia Alonso, Ana Arendar, Teresa Cavero, Anna Coryndon, Kimberly Pfeifer et Max Lawson pour leur assistance dans sa réalisation. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter advocacy@oxfaminternational.org

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78077-542-5 en janvier 2014.

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 17 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté.

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)
Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)
Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)
Oxfam Canada (www.oxfam.ca)
Oxfam France (www.oxfamfrance.org)
Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)
Oxfam Grande Bretagne (www.oxfam.org.uk)
Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)
Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)
Oxfam Intermón (Espagne) (www.oxfamintermon.org)
Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)
Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)
Oxfam Japon (www.oxfam.jp)
Oxfam Mexique (www.oxfamexico.org)
Oxfam Nouvelle-Zélande (www.oxfam.org.nz)
Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)
Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org. Courriel : advocacy@oxfaminternational.org

